



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9264

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5846^e séance – matin

**DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ, MM. SERRY ET HOLMES ESTIMENT QUE LA
SITUATION DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS DEMEURE TOUJOURS
PRÉOCCUPANTE**

De retour tous deux de la région, le nouveau Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert H. Serry, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. John Holmes, ont présenté ce matin, devant le Conseil de sécurité, un tableau sombre de la situation humanitaire et sécuritaire dans les territoires palestiniens occupés.

Sur le plan diplomatique, M. Serry, qui, depuis sa nomination, effectuait son premier exposé devant le Conseil de sécurité, a estimé que seule une amélioration concrète de la situation sur le terrain serait de nature à redonner confiance aux interlocuteurs palestiniens dans le processus de paix d'Annapolis. L'expansion des activités de peuplement, contraire aux engagements pris par Israël lors de la Conférence, est considérée par nombre de Palestiniens et d'Arabes comme l'un des principaux facteurs remettant en cause la perspective d'un État palestinien viable, a-t-il souligné.

Pour ses interlocuteurs israéliens, il s'agit d'abord de préoccupations en matière de sécurité, a indiqué le Coordonnateur spécial, citant la poursuite des tirs de roquettes et des attentats-suicide comme principaux obstacles au processus de paix. C'est pourquoi, a-t-il ajouté, il est maintenant d'une importance cruciale qu'Israël, l'Égypte et l'Autorité palestinienne développent une stratégie commune positive, avec le soutien du Quatuor pour le Moyen-Orient, en vue de rétablir des conditions économiques et de sécurité acceptables dans la bande de Gaza et le long de la frontière égyptienne.

M. Serry a affirmé que 45 Palestiniens avaient été tués en février et 139 autres blessés lors des incursions israéliennes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, tandis qu'un Israélien a trouvé la mort et 27 autres ont été blessés par des militants palestiniens. Des enfants des deux côtés, a-t-il regretté, ont été victimes des nombreux incidents qui se sont produits au cours du mois écoulé.

Plus de 320 tirs de roquettes et de mortiers ont été effectués à partir de Gaza, avec pour cible principale la ville israélienne de Sederot. Le 4 février dernier, un attentat-suicide revendiqué par le Hamas a été perpétré par deux terroristes en provenance d'Hébron, provoquant la mort d'un Israélien et en blessant six autres, a encore noté le Coordonnateur spécial.

Condamnant vigoureusement ces actes et le manque de volonté de la part du Hamas, il a aussi qualifié d'« inacceptables » les mesures répressives d'Israël à Gaza, qui ont contribué à une situation humanitaire désastreuse et à l'effondrement de l'économie palestinienne. Cette forme de punition collective, a estimé pour sa part le Coordonnateur des secours d'urgence, M. John Holmes, est contraire au droit international humanitaire.

Celui-ci a déclaré que huit mois après la prise du pouvoir par le Hamas, les restrictions sévères imposées par Israël à la circulation des biens et des personnes dans Gaza s'étaient soldées par un lourd bilan social et économique. Ainsi, si la plupart des produits humanitaires de base continuent de circuler, Gaza n'a pu recevoir en janvier 2008 que 10% de ce qui était autorisé en janvier 2007.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Exposés

M. ROBERT H. SERRY, Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant spécial du Secrétaire général, a déclaré que la Ministre israélienne des affaires étrangères, Mme Tzipi Livni, et le négociateur palestinien, M. Ahmad Qurei, continuaient de se rencontrer régulièrement dans le cadre des négociations bilatérales convenues à Annapolis. Saluant la détermination des deux parties, il a cependant indiqué que les pourparlers devaient faire des progrès tangibles sur toutes les questions les plus importantes, a souligné M. Serry. Il s'est ensuite félicité des efforts déployés par le Premier Ministre de l'Autorité palestinienne pour continuer à promouvoir la bonne gouvernance et relancer l'économie dans les territoires palestiniens. C'est dans ce contexte que des mesures ont été prises ce mois-ci pour faire face aux problèmes causés par les coupures d'électricité, garantir la transparence financière et améliorer la coordination des ministères et organes institutionnels palestiniens. À cet égard, le Représentant spécial a rappelé l'importance pour les donateurs de tenir les engagements qu'ils ont pris lors de la Conférence de Paris en date du 17 décembre.

Par ailleurs, les efforts pour améliorer l'efficacité des services de sécurité palestiniens se poursuivent. Ceux-ci sont intervenus dans plusieurs localités de Cisjordanie contre des groupes de militants. Un tribunal militaire palestinien a condamné deux individus à 15 ans de prison pour avoir tué deux Israéliens près d'Hébron, en décembre dernier. Le Coordonnateur spécial a également noté qu'Israël avait cessé ses poursuites à l'encontre de 32 militants du Fatah après qu'ils se soient rendus aux Forces de sécurité palestiniennes. En outre, près d'un millier d'officiers de sécurité palestiniens sont actuellement formés en Jordanie avec l'appui du Coordonnateur américain pour la sécurité, le redéploiement de ces effectifs étant prévu pour avril et mai prochains.

Il n'en reste pas moins que la situation en matière de sécurité continue d'être très préoccupante des deux côtés. Un Israélien a trouvé la mort et 27 autres ont été blessés par des militants palestiniens, tandis que 45 Palestiniens ont été tués et 139 blessés au cours des incursions israéliennes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. M. Serry s'est déclaré extrêmement préoccupé par le nombre d'incidents des deux côtés impliquant des enfants. Le 4 février dernier, un attentat-suicide revendiqué par le Hamas a été perpétré par deux terroristes en provenance d'Hébron, provoquant la mort d'un Israélien et en blessant six autres. Plus de 320 tirs de roquettes et de mortiers ont été effectués à partir de Gaza, avec pour cible principale la ville israélienne de Sederot. Le Coordonnateur spécial a vigoureusement condamné ces actes, soulignant qu'ils constituent, aux yeux de ses interlocuteurs israéliens, le principal obstacle au processus de paix.

En outre, alors que le caporal Shalit entame son vingtième mois de captivité, plus de 10 000 Palestiniens se trouvent dans les prisons palestiniennes, a poursuivi M. Serry. Les opérations militaires israéliennes se sont poursuivies ce mois-ci à Gaza et en Cisjordanie, trois Palestiniens ayant trouvé la mort samedi dernier à la suite d'un tir de missile sol-sol. Le Coordonnateur spécial a rappelé à Israël qu'il devait s'abstenir de toute action disproportionnée pouvant mettre en danger des civils. Les opérations des Forces armées israéliennes en Cisjordanie compromettent également les propres efforts de l'Autorité

palestinienne en matière de sécurité, a-t-il souligné. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) signale de son côté avoir relevé, au cours de la période à l'examen, 580 restrictions imposées aux déplacements de civils palestiniens en Cisjordanie.

M. Serry a par ailleurs rappelé que la Phase I de la Feuille de route, en faveur de laquelle les parties au conflit ont renouvelé leur engagement à Annapolis, exige du Gouvernement israélien qu'il gèle toutes les activités liées à l'implantation de colonies de peuplement et démantèle celles établies depuis mars 2001. La construction de ces colonies, a-t-il fait remarquer, se poursuit cependant à travers toute la Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est et aucune de celles qui ont déjà été construites n'a été démantelée. Le Coordonnateur spécial a informé le Conseil de sécurité que l'expansion de ces activités a été identifiée par plusieurs de ses interlocuteurs palestiniens et arabes comme l'un des principaux facteurs à remettre en cause la confiance dans le processus d'Annapolis et dans les perspectives d'un État palestinien viable. Le maintien de la fermeture des institutions palestiniennes à Jérusalem-Est et la poursuite de la construction du mur de séparation ont également été évoqués par M. Serry.

S'agissant de la situation à Gaza, le Coordonnateur spécial a déclaré qu'elle était devenue inacceptable et intenable sur le plan humanitaire. En dépit de déclarations contraires, le Hamas, a-t-il dit, n'a pas agi avec une détermination suffisante pour mettre fin aux attaques de roquettes par des militants. D'un autre côté, les mesures prises par Israël et qui ont donné lieu à une punition collective sont tout autant inacceptables, a-t-il souligné. Hier encore, a-t-il rappelé, plusieurs milliers de personnes ont manifesté pour dénoncer les conditions de vie qu'ils subissent, tandis que les Forces de défense israéliennes ont renforcé leur présence dans les zones entourant la bande de Gaza. Une nouvelle stratégie s'impose donc pour résoudre cette situation, a insisté le Coordonnateur spécial. Il est maintenant d'une importance cruciale qu'Israël, l'Égypte et l'Autorité palestinienne développent une approche positive, avec l'appui des membres du Quatuor pour le Moyen-Orient, en vue de rétablir des conditions économiques et de sécurité dans la bande de Gaza et le long de la frontière avec l'Égypte.

Concernant l'aspect régional, les Gouvernements d'Égypte et de Jordanie, ainsi que le Secrétaire général de la Ligue des États arabes ont tout récemment rappelé l'importance pour les pays de la région de continuer à s'engager en faveur de l'Initiative de paix arabe, a ensuite indiqué le Coordonnateur spécial. Il a noté que, pendant la période considérée, la situation dans le Golan syrien est restée calme dans l'ensemble, à l'exception d'un incident au cours duquel deux jeunes syriens ont été blessés par un soldat israélien.

M. Serry en conclut en affirmant que les civils qu'il avait rencontrés, que ce soit en Cisjordanie, à Gaza ou dans le sud d'Israël, semblaient avoir très peu confiance dans le processus de paix relancé à Annapolis. Celui-ci ne pourra réussir, a-t-il prévenu, qu'à condition que de véritables changements se produisent sur le terrain, tant du côté israélien que du côté palestinien. Nous continuerons à rappeler à toutes les parties, a-t-il ajouté, le cadre du droit international et la nécessité de travailler en étroite coopération avec leurs partenaires du Quatuor, les pays de la région et le Conseil de sécurité en vue de mettre en œuvre la Feuille de route. L'objectif est de mettre fin à l'occupation qui a commencé en 1967 et la coexistence dans la paix et la sécurité d'Israël et de l'État palestinien, ainsi que l'instauration d'une paix globale dans la région, conformément aux résolutions 242, 338, 1397 et 1515 et à l'Initiative de paix arabe.

M. JOHN HOLMES, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, qui rendait compte de la visite qu'il a effectuée dans le Territoire palestinien occupé et en Israël, du 14 au 18 février, a indiqué avoir passé une journée à Gaza, une journée en Cisjordanie, et une matinée à Sederot, dans le sud d'Israël. Il a dit en outre avoir appelé des responsables du Gouvernement israélien et le Premier Ministre de l'Autorité palestinienne, et s'être entretenu avec des représentants des Nations Unies et d'autres institutions humanitaires et organisations non gouvernementales travaillant à la fois en Cisjordanie et à Gaza, ainsi qu'avec des représentants de la société civile. M. Holmes a estimé que les conditions de la population de Gaza étaient semblables à celles d'une grande misère et loin d'être normales. Il a fait remarquer que le bilan économique et social était très lourd en raison des huit mois de restrictions sévères concernant la circulation des biens et des personnes, imposées à la suite de la prise du

pouvoir par le Hamas, en juin 2007. Si la plupart des biens humanitaires de base continuent de circuler, seul environ 10% de ce qui arrivait à Gaza en janvier 2007 était autorisé à entrer en janvier 2008.

De l'avis du Secrétaire général adjoint, les conséquences sont de plus en plus graves et visibles. Près de 80% de la population reçoivent une aide humanitaire, tandis que le chômage et la pauvreté enregistrent de nouveaux records. Les coupures d'électricité sont fréquentes, la qualité de l'eau se dégrade rapidement, les systèmes d'éducation et de santé sont sur le point de s'effondrer faute d'équipement, de pièces de rechange et de personnel qualifié, a-t-il expliqué, ajoutant que la vulnérabilité des plus faibles face à la maladie augmentait, en particulier chez les enfants qui forment plus de la moitié de la population de Gaza. La situation sombre est aggravée par toutes les difficultés bureaucratiques entre les autorités palestiniennes et ceux qui administrent les soins de santé à Gaza, a-t-il souligné.

M. Holmes a en outre affirmé, à la lumière de sa visite à Sederot, cible de plus de 4 300 tirs de roquettes depuis 2004, que ces attaques constituaient clairement des actes de terrorisme. Ces tirs de roquettes sont parfaitement inacceptables et doivent cesser sans condition, a-t-il déclaré. Le Hamas, qui revendique le pouvoir dans la bande de Gaza, doit assumer sa responsabilité entière pour les souffrances endurées à Gaza, et doit immédiatement mettre un terme aux tirs de roquettes, a-t-il insisté. Cependant, il a dit avoir affirmé en public et en privé que, quelles que soient la provocation et l'illégalité de ces tirs, la décision d'Israël d'isoler la population de Gaza ne devait pas être tolérée, en raison des obligations qui incombent à Israël à l'égard de la population civile. Cette attitude s'apparente à une punition collective et est contraire au droit international humanitaire, a-t-il estimé. Les conséquences supportées par les civils des deux côtés, a-t-il dit, sont dramatiques, et les principes fondamentaux exigeant d'établir une distinction entre les combattants et les non-combattants, de même que la proportionnalité des attaques doivent être respectés des deux côtés. Le Coordonnateur des secours d'urgence a invité le Gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne à faciliter l'accès humanitaire, un message également lancé au Hamas, a-t-il précisé. Ceci suppose entre autres, a-t-il ajouté, la réouverture des points de passage.

M. Holmes a souligné que les situations constatées en Cisjordanie étaient légèrement meilleures que celles régnant à Gaza. La construction de la barrière, la poursuite des colonies et les fermetures de points de passage séparent les communautés, a-t-il noté. À ses yeux, le sentiment de désespoir, d'humiliation et d'injustice n'est pas moins fort qu'à Gaza. Il a indiqué que les représentants de la société civile palestinienne avaient lancé, par son intermédiaire, un appel vibrant aux Nations Unies pour qu'elles agissent en vue de mettre un terme à leurs préoccupations. M. Holmes a, de son côté, lancé un appel pressant aux autorités israéliennes pour qu'elles s'engagent à lever certaines de leurs restrictions. Malgré toutes ces difficultés, la communauté humanitaire fera de son mieux pour sauver des vies et préserver la dignité humaine, a-t-il ajouté, saluant le travail du personnel humanitaire sur le terrain. Il a lancé également un appel à la communauté des bailleurs de fonds pour qu'elle continue à répondre de manière généreuse à l'appel consolidé annuel. Il a enfin appelé le Conseil de sécurité à continuer à s'exprimer sur les conséquences qui touchent les civils, à la fois dans le Territoire palestinien occupé et en Israël, et sur les obligations de chacune des parties à respecter le droit international humanitaire et les résolutions du Conseil de sécurité.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel